

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM)

Quai Ouest - 39 bd de Verdun - CS30567
34500 Béziers

Références : H2-2024-101
Code AIOT : 0006601565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM) implanté ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 25/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, du 16 septembre 2024, a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle a consisté en premier lieu à vérifier les conditions de réexamen des prescriptions applicables aux établissements relevant de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite IED. Elle a permis également de faire un point sur la situation administrative du site eu égard aux volumes d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée (CABM)
- ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006601565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Béziers est une plate-forme de traitement des ordures ménagères et de déchets verts. Les traitements de déchets qui y sont exercés sont le tri, le transit et le regroupement, la stabilisation et le compostage de déchets non dangereux. Les installations du site sont exploitées, par la CABM, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°87-224 du 3 août 1987. Les dispositions réglementaires applicables sont celles de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	IED	Code de l'environnement du 30/09/2024, article R. 515-71 et 72	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 22/12/2010, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de l'inspection du 16 septembre 2024 sont les suivants.

Il ressort de l'analyse du dossier de réexamen des conditions d'exploitation, au regard de l'évolution des meilleures techniques disponibles et des installations présentes sur le site, que des compléments doivent être apportés, dans un délai d'un mois, afin de définir si le niveau d'exigence de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation des installations est en adéquation avec les performances attendues et en particulier le respect des niveaux d'émission associés aux meilleures technologies disponibles sur le site de Béziers.

Concernant, la situation administrative du site eu égard aux volumes de traitement des déchets, les dépassements des quantités de déchets traités autorisées (200 t/jour) en période estivale, sont à considérer comme une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-14 du code de l'environnement. Dans ces conditions un dossier de demande d'autorisation environnementale doit être déposé afin de régulariser la situation administrative des installations. L'exploitant ayant indiqué que les évolutions du site en projet, qui consistent notamment à mettre en place une valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR), vont faire l'objet d'un dépôt de dossier dans un délai de 7 mois . Ce dossier devra intégrer les volumes de traitement actualisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/09/2024, article R. 515-71 et 72
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de re-examen

Prescription contrôlée :

I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

Le dossier de réexamen comporte :

1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ;

2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ;

3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.

Constats :

Un dossier de ré-examen des conditions d'exploitation a été transmis par courrier du 22 avril 2020. Il a été complété le 21 septembre 2021.

Il ressort de l'examen de ce dossier, qu'il reste incomplet : celui-ci ne se positionnant pas sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 du code de l'environnement.

De plus, les éléments suivants doivent être précisés en :

- indiquant les paramètres qui doivent être suivis au titre de la MTD 7,
- appliquant la MTD 8, car les rejets sont canalisés puisque qu'ils sont traités (voir MTD10),
- justifiant l'application de la MT9,
- démontrant clairement la conformité à la MTD 19 notamment le point d,
- indiquant les paramètres qui doivent être suivis au titre de la MTD 20,
- justifiant la conformité à la MTD 39,
- intégrant toute les installations du site notamment le bassin de lixiviats au périmètre IED,
- justifiant que les données sont suffisantes pour permettre la définition du niveau de contamination du sol et des eaux souterraines par les substances dangereuses pertinentes et ne nécessite pas la réalisation d'une investigation sur les sols et les eaux souterraines au droit du site, la seule présence de la rétention ne permet pas de s'en abstenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son dossier de ré-examen afin de permettre la finalisation de l'instruction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2010, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité

Prescription contrôlée :

Les installations comprises dans l'établissement sont visées par la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité envisagée	Régime
2780-2-a	Installation de traitement aérobique par compostage de déchets non dangereux ou matière végétale brute, 2. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 tonnes par jour	Traitement aérobique par compostage d'ordures ménagères à hauteur de 200 tonnes par jour,	A
2782	Installation mettant en oeuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre législation,	Chaîne de tri mécanique des ordures ménagères, Stabilisation des déchets par bio-réacteur	A
2780-1	Installation de traitement aérobique par compostage de déchets non dangereux ou matière végétale brute,	Traitement aérobique par compostage de déchets verts bruts à hauteur de 7 tonnes par jour,	D

	1.compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matière stercoraires , b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 tonnes par jour et inférieure à 30 tonnes par jour,		
2260.2.b	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels,		

Constats :

L'installation est dimensionnée pour traiter 62 500 tonnes/an à l'entrée du site.

L'exploitant a indiqué que le volume journalier de traitement des déchets, fixé à 200 t, est dépassé pendant les périodes estivales. Il a ainsi été constaté, lors du contrôle par sondage effectué, que lors de la journée du 5 août 2024, le volume de traitement a été de 304,59 t. L'augmentation de la quantité de déchets traités est de plus des 75 t/j correspondants au seuil de la rubrique 3532. Il s'agit donc de l'augmentation d'une activité existante dépassant en elle-même un seuil IED, ce qui conduit à la nécessité de soumettre le projet à l'évaluation environnementale prévue à l'article R122-2 du code de l'environnement. Ceci constitue une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-14 du code de l'environnement.

L'exploitant a indiqué qu'outre le transfert de compétence prévu avant la fin de l'année au bénéfice du SICTOM de Pezenas, des évolutions vont être apportées au site dans le cadre du projet de valorisation énergétique des combustibles solides de récupération (CSR). Ce projet est bien avancé, le calendrier présenté indique que le dossier de demande d'autorisation environnementale associé sera déposé en mai 2025, le début des travaux étant prévu en 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le dossier de demande d'autorisation environnementale qui sera déposé dans le cadre du projet de réaménagement du site et de ses activités afin d'accueillir une nouvelle chaufferie CSR, devra intégrer l'augmentation des quantités journalières de déchets traités afin de régulariser la situation administrative du site.

situation administrative du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 mois